

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/45750]

7 SEPTEMBRE 2023. — Décret relatif à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1 — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Patrimoine culturel immatériel » (PCI) : les pratiques, les représentations, les expressions, les connaissances et le savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés patrimoniales, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés, groupes et individus en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine ;

2° « Communauté patrimoniale » : ensemble des groupes et individus qui attachent de la valeur à un ou plusieurs éléments spécifiques du patrimoine culturel immatériel qu'ils souhaitent sauvegarder et transmettre aux générations futures ;

3° « Sauvegarde » ou « mesures de sauvegarde » : l'ensemble des actions visant à assurer la viabilité du patrimoine culturel immatériel via l'identification, la documentation, la recherche, la préservation, la protection, la mise en valeur, la transmission, la sensibilisation, essentiellement par l'éducation formelle ou non formelle, ainsi que la revitalisation des différents aspects de ce patrimoine ;

4° « Élément emblématique » : tout élément de patrimoine culturel immatériel reconnu comme représentatif du patrimoine culturel immatériel de la Communauté française en vertu de l'article 4 ;

5° « Liste de sauvegarde » : la liste de sauvegarde du patrimoine immatériel mentionnée à l'article 7.

6° « Convention UNESCO » : la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée à Paris le 17 octobre 2003 ;

7° « Administration » : les services du Gouvernement chargés par ce dernier de la mise en œuvre du présent décret ;

8° « Commission » : la Commission des Patrimoines culturels visée aux articles 82 à 84 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

9° « Objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique » : les objectifs visés à l'article 1.4.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi que les stratégies, les objectifs, le programme et le calendrier définis dans le plan d'actions visé à l'article 1.4.5-13 du même Code ;

10° « Ethnologie » : l'étude scientifique et systématique des sociétés dans l'ensemble de leurs manifestations linguistiques, coutumières, politiques, religieuses et économiques, comme dans leur histoire particulière.

Art. 2. Les mesures de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel prises par ou en vertu du présent décret s'inscrivent dans le respect des principes suivants :

1° les communautés patrimoniales, ainsi que les groupes et individus qui en font partie, doivent jouer le rôle principal dans la sauvegarde de leur patrimoine culturel immatériel ;

2° les communautés patrimoniales, ainsi que les groupes et les individus qui en font partie, ont le droit de maintenir les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire nécessaires pour assurer la viabilité de leur patrimoine culturel immatériel ;

3° le respect mutuel, ainsi que le respect et l'appréciation mutuelle du patrimoine culturel immatériel, doivent prévaloir dans les interactions entre les communautés patrimoniales, entre les groupes et, le cas échéant, entre les individus ;

4° toutes les interactions avec et entre les communautés patrimoniales, groupes et individus qui créent, sauvegardent et transmettent le patrimoine culturel immatériel doivent se caractériser par une collaboration transparente, le dialogue, la négociation et la consultation, et sont subordonnées à leur consentement libre, préalable, durable et éclairé ;

5° l'accès des communautés patrimoniales, ainsi que des groupes et individus qui en font partie, aux instruments, objets, artefacts, espaces culturels et naturels et lieux de mémoire dont l'existence est nécessaire pour l'expression de leur patrimoine culturel immatériel ne peut être suspendu que pour des motifs de police administrative expressément prévus par une loi, un décret ou une ordonnance ;

6° il appartient à chaque communauté patrimoniale, ainsi qu'aux groupes et individus qui en font partie de déterminer la valeur de son patrimoine culturel immatériel ;

7° les communautés patrimoniales qui créent, sauvegardent et transmettent le patrimoine culturel immatériel, ainsi que les groupes et individus qui en font partie, doivent être les premiers bénéficiaires de son utilisation, de son étude, de sa documentation, de sa promotion ou de son adaptation. Les mesures de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel doivent s'inscrire dans le respect des intérêts moraux et matériels des porteurs de ce patrimoine ;

8° la nature dynamique et vivante du patrimoine culturel immatériel doit être respectée en permanence. L'authenticité et l'exclusivité ne doivent pas constituer de préoccupations, ni d'obstacles à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et à son évolution par rapport aux valeurs de la société contemporaine, en particulier celles mentionnées aux points 11° et 12° ;

9° les communautés patrimoniales, ainsi que les groupes et les individus qui en font partie, doivent évaluer l'impact, direct et indirect, à court et long termes, potentiel et définitif, de toute action pouvant avoir une incidence sur la viabilité du patrimoine culturel immatériel ou des communautés patrimoniales qui le pratiquent ;

10° les communautés patrimoniales, ainsi que les groupes et les individus qui en font partie, doivent jouer un rôle significatif dans la prévention de tout risque de décontextualisation, de marchandisation et de présentation erronée de leur patrimoine culturel immatériel ainsi que dans la détermination des moyens de prévenir et d'atténuer ces risques ;

11° la diversité culturelle et l'identité des communautés patrimoniales, ainsi que celles des groupes et individus qui en font partie, doivent être pleinement respectées ; dans le respect des valeurs reconnues par les communautés patrimoniales, groupes et individus et de la sensibilité aux normes culturelles, la conception et la mise en œuvre des mesures de sauvegarde doivent prêter spécifiquement attention à l'égalité des genres, à la participation des jeunes et au respect des identités ;

12° aucun des principes précités ne peut être interprété comme limitant ou portant atteinte aux droits et libertés fondamentales des individus, tels qu'ils sont consacrés par la Constitution, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Sur la base des principes précités, le Gouvernement rédige une charte que les communautés patrimoniales, groupes, personnes morales et individus qui s'inscrivent dans le cadre du présent décret doivent s'engager à respecter.

TITRE 2 — DES ÉLÉMENTS DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

CHAPITRE 1 — de la reconnaissance au titre d'élément emblématique

Art. 3. En vue de leur sauvegarde, le Gouvernement reconnaît les éléments de patrimoine culturel immatériel qui sont représentatifs du patrimoine culturel immatériel de la Communauté française.

Seuls les éléments reconnus au titre d'élément emblématique peuvent être proposés par le Gouvernement à l'UNESCO pour une inscription sur l'une des listes du patrimoine culturel immatériel.

Art. 4. Pour être reconnu au titre d'élément emblématique, l'élément doit satisfaire à l'ensemble des conditions suivantes :

1° relever de l'un ou de plusieurs des domaines culturels suivants :

a) les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;

b) les arts du spectacle et de l'interprétation ;

c) les pratiques sociales, rituels et événements festifs, en ce compris les pratiques culinaires, jeux et sports traditionnels ;

d) les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;

e) les savoir-faire liés à l'artisanat ;

2° être fondé sur la tradition depuis plusieurs générations ;

3° être toujours vivant et être exprimé par une communauté patrimoniale, un groupe ou, le cas échéant, des individus qui le reconnaissent en tant qu'expression de leur identité culturelle ;

4° être pratiqué en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

5° respecter les droits et libertés fondamentales des individus, tels qu'ils sont consacrés par la Constitution, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et être conforme aux dispositions légales et réglementaires applicables en Communauté française, en ce compris les principes mentionnés à l'article 2 ;

6° faire l'objet de mesures de sauvegarde par la communauté patrimoniale dont il est issu.

Art. 5. La décision de reconnaissance précise :

1° l'élément de patrimoine culturel immatériel concerné ;

2° le ou les domaines culturels auxquels il appartient ;

3° le ou les territoires sur lesquels il est pratiqué ;

4° la communauté patrimoniale dont il est issu.

En cas d'évolutions thématiques, géographiques ou de composition de la communauté patrimoniale, le contenu de la décision de reconnaissance peut être modifié selon la même procédure qu'une nouvelle reconnaissance.

Art. 6. Lorsqu'un élément reconnu ne remplit plus les conditions ayant justifié sa reconnaissance ou lorsque la communauté patrimoniale concernée le demande, le Gouvernement procède au retrait de celle-ci.

Il peut inscrire l'élément concerné sur la liste de sauvegarde, si celui-ci répond aux conditions de l'article 7.

CHAPITRE 2 — de l'inscription sur la liste de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Art. 7. Le Gouvernement peut inscrire sur la liste de sauvegarde les éléments du patrimoine culturel immatériel de la Communauté française qui satisfont à l'ensemble des conditions mentionnées à l'article 4, 1° à 5°, et qui sont menacés en raison de l'absence de mesures de sauvegarde suffisantes.

Art. 8. Les communautés patrimoniales dont sont issus les éléments inscrits bénéficient d'un accompagnement par l'administration et par les ateliers d'échanges et de réseautage du patrimoine culturel immatériel, en vue de les aider :

1° à remédier aux difficultés ayant justifié leur inscription sur la liste de sauvegarde ;

2° à introduire le cas échéant une demande de reconnaissance comme élément emblématique.

Art. 9. Lorsqu'un élément inscrit ne remplit plus les conditions mentionnées à l'article 4, 1° à 5°, ou lorsque la communauté patrimoniale dont il est issu refuse l'accompagnement mentionné à l'article 8, le Gouvernement procède à sa radiation.

CHAPITRE 3 — de la publicité des éléments du patrimoine culturel immatériel de la Communauté française

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement établit et tient à jour la liste :

1° des éléments reconnus au titre d'élément emblématique ;

2° des éléments inscrits sur la liste de sauvegarde.

Ces deux listes sont mises à jour de manière régulière et au minimum une fois par an.

§ 2. Les listes prévues au paragraphe 1^{er} visent à permettre au Gouvernement et à ses services :

- 1° d'exercer les missions confiées par le présent décret ;
- 2° de transmettre à l'UNESCO des informations fiables sur l'état du patrimoine culturel immatériel en Communauté française.

§ 3. Le Gouvernement met à disposition du public et publie sur le site internet de ses services les éléments suivants des listes visées au paragraphe 1^{er} :

- 1° l'intitulé de l'élément ;
- 2° le ou les territoires sur lesquels il est pratiqué ;
- 3° la communauté patrimoniale dont il est issu ;
- 4° la date de sa reconnaissance ou de son inscription ;
- 5° le ou les domaines culturels auxquels il appartient ;
- 6° une description de celui-ci et, le cas échéant, des mesures de sauvegarde dont il fait l'objet ;
- 7° le cas échéant, la mention de son inscription à l'UNESCO sur l'une des listes du patrimoine culturel immatériel et la date de cette inscription.

La communication au public des éléments mentionnés à l'alinéa 1^{er} vise à :

- 1° contribuer au droit à l'épanouissement culturel, en informant le public de l'existence des éléments du patrimoine culturel immatériel reconnus ou inscrits ;
- 2° informer les communautés patrimoniales sur les mesures de sauvegarde dont font l'objet les éléments reconnus ou inscrits, et ainsi constituer un réservoir de bonnes pratiques à destination des acteurs du patrimoine culturel immatériel ;
- 3° sensibiliser à l'importance du patrimoine culturel immatériel, et ainsi soutenir le respect des mesures de sauvegarde mises en place par les communautés patrimoniales, les groupes et les individus concernés.

TITRE 3 — DU SUBVENTIONNEMENT

CHAPITRE 1^{er} — *du subventionnement du patrimoine culturel immatériel et de l'ethnologie*

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer, aux conditions et selon les modalités qu'il arrête, des subventions ponctuelles visant à assurer la sauvegarde d'un Élément emblématique du patrimoine culturel immatériel de la Communauté française.

Peuvent faire l'objet des subventions visées à l'alinéa 1^{er} les projets visant à :

- 1° favoriser la transmission aux générations suivantes, par l'éducation formelle et non formelle ;
- 2° développer des mesures de sensibilisation, de valorisation et de revitalisation ;
- 3° réaliser des enquêtes, des enregistrements sur des supports physiques et des publications ;
- 4° acheter, conserver ou restaurer des équipements (objets, instruments ou artefacts) indispensables à la pratique de l'élément.

L'intervention de la Communauté française est plafonnée à 60% des coûts du projet.

§ 2. Pour solliciter les subventions visées au paragraphe 1^{er}, le demandeur doit répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être une personne morale constituée sous la forme d'une association ou d'une fondation ;
- 2° être établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, et exercer ses activités en langue française ;
- 3° adhérer à la charte arrêtée par le Gouvernement en vertu de l'article 2 ;
- 4° démontrer une expérience ou une expertise particulière en matière de patrimoine culturel immatériel ;
- 5° démontrer l'existence de liens avec une ou plusieurs communautés patrimoniales.

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer, aux conditions et selon les modalités qu'il arrête, des subventions ponctuelles visant à soutenir des projets d'enquêtes, de recherche, de publication de toute nature en matière d'ethnologie.

L'intervention de la Communauté française est plafonnée à 60% des coûts du projet.

§ 2. Pour solliciter les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, le demandeur doit répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être une personne morale constituée sous la forme d'une association ou d'une fondation ;
- 2° être établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, et exercer ses activités en langue française ;
- 3° adhérer à la charte arrêtée par le Gouvernement en vertu de l'article 2 ;
- 4° démontrer une expérience ou une expertise particulière en matière de patrimoine culturel immatériel.

Art. 13. § 1^{er}. Les subventions visées aux articles 11 et 12 ne peuvent être sollicitées qu'aux échéances fixées par le Gouvernement.

L'opportunité de l'octroi de la subvention et la détermination de son montant sont appréciés sur la base des critères suivants :

- 1° la qualité du dossier déposé ;
- 2° le besoin de financement du demandeur et la cohérence du budget déposé ;
- 3° l'impact des activités proposées sur le patrimoine et les populations.

§ 2. Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes ayant fait l'objet d'une appréciation positive en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la préférence est accordée, selon la pondération fixée par le Gouvernement :

- 1° aux projets mentionnés à l'article 11 ;
- 2° aux projets visant à renforcer l'inclusivité et la cohésion sociale, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;
- 3° aux projets visant à renforcer le développement durable, notamment en intégrant les nouvelles technologies de façon pertinente ;
- 4° aux projets qui contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ;
- 5° aux domaines peu valorisés, en vue d'assurer un équilibre entre les différents domaines soutenus ;
- 6° aux territoires peu valorisés, en vue d'assurer un équilibre entre les différents territoires soutenus.

CHAPITRE 2 — *du subventionnement des ateliers d'échanges et de réseautage du patrimoine culturel immatériel*

Art. 14. Le Gouvernement peut octroyer, aux conditions et selon les modalités qu'il arrête, des subventions ponctuelles ou structurelles aux opérateurs culturels organisant des ateliers d'échanges et de réseautage du patrimoine culturel immatériel, en collaboration étroite avec une ou plusieurs communautés patrimoniales.

Peuvent faire l'objet des subventions visées à l'alinéa 1^{er} les projets visant :

- 1° à aider une ou plusieurs communautés patrimoniales à identifier les aspects patrimoniaux de leur pratique, à identifier les risques liés à la viabilité de leur pratique, à mettre en place un plan de sauvegarde, à valoriser leur pratique, notamment envers le public scolaire, à faire reconnaître et à suivre la reconnaissance de leur pratique ;
- 2° à l'établissement d'un inventaire et à la documentation des pratiques patrimoniales en Communauté française, notamment via l'établissement et l'activation de réseaux entre communautés patrimoniales ;
- 3° à la mise en place d'espaces et de moments d'échanges entre les praticiens et praticiennes des différentes pratiques patrimoniales pour aborder les questions de préservation, de transmission et de valorisation des pratiques, y compris la démarche de formation.

Art. 15. § 1^{er}. Les subventions visées à l'article 14 peuvent prendre la forme :

- 1° de subventions ponctuelles pour un montant maximal de 20.000 euros par projet ;
- 2° de subventions structurelles pour un montant maximal de 60.000 euros par an, renouvelables tous les quatre ans.

Les montants et plafonds des subventions structurelles sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé.

§ 2. Les subventions ponctuelles couvrent une ou plusieurs des missions mentionnées à l'article 14, alinéa 2.

Les subventions structurelles couvrent l'ensemble desdites missions.

Art. 16. Pour pouvoir bénéficier des subventions visées à l'article 14, l'opérateur culturel demandeur doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° bénéficier d'un soutien structurel dans le cadre des politiques culturelles en vertu d'une reconnaissance, d'un agrément ou d'une convention pluriannuelle de subventionnement ;
- 2° adhérer à la charte arrêtée par le Gouvernement en vertu de l'article 2 ;
- 3° démontrer d'une expérience ou d'une expertise particulière en matière de patrimoine culturel immatériel ;
- 4° démontrer l'existence de liens avec une ou plusieurs communautés patrimoniales.

Art. 17. § 1^{er}. Les subventions ponctuelles visées à l'article 14 ne peuvent être sollicitées qu'aux échéances fixées par le Gouvernement.

L'opportunité de l'octroi de la subvention et la détermination de son montant sont appréciés sur la base des critères suivants :

- 1° la qualité du dossier déposé ;
- 2° le besoin de financement du demandeur et la cohérence du budget déposé ;
- 3° l'impact des activités proposées sur le patrimoine et les populations.

Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes ayant fait l'objet d'une appréciation positive en vertu de l'alinéa 2, les subventions ponctuelles visées à l'article 14 sont attribuées en respectant les critères de priorités suivants :

- 1° la préférence est accordée, de manière décroissante :
 - a) d'abord aux projets permettant aux communautés patrimoniales d'atteindre pleinement les prescrits de la charte ;
 - b) ensuite aux projets visant la sauvegarde d'éléments dont la viabilité est menacée ;
 - c) ensuite aux démarches de réseautage entre les praticiens et praticiennes ;
 - d) et enfin aux autres types de projets ;
- 2° au sein d'un même ordre de priorité, la préférence est accordée, selon la pondération fixée par le Gouvernement :
 - a) aux projets visant à renforcer l'inclusivité et la cohésion sociale, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;
 - b) aux projets visant à renforcer le développement durable, notamment en intégrant les nouvelles technologies de façon pertinente ;
 - c) aux projets qui contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ;
 - d) aux domaines peu valorisés, en vue d'assurer un équilibre entre les différents domaines soutenus ;
 - e) aux territoires peu valorisés, en vue d'assurer un équilibre entre les différents territoires soutenus.

§ 2. Les subventions structurelles visées à l'article 14 ne peuvent être sollicitées qu'une fois par an, à l'échéance fixée par le Gouvernement.

Les opérateurs culturels bénéficiant déjà d'une subvention structurelle visée à l'article 14 ne peuvent solliciter une nouvelle subvention structurelle en vertu dudit article, ou une augmentation de leur subvention, qu'à l'issue de la période de subventionnement en cours.

L'opportunité de l'octroi de la subvention et la détermination de son montant sont appréciés sur la base des critères suivants :

- 1° la qualité du dossier déposé ;
- 2° le besoin de financement du demandeur et la cohérence du budget déposé ;
- 3° l'impact des activités proposées sur le patrimoine et les populations.

Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes ayant fait l'objet d'une appréciation positive en vertu de l'alinéa 3, les subventions structurelles visées à l'article 14 sont attribuées en respectant les critères de priorités suivants :

- 1° le renouvellement des soutiens existants aux opérateurs ayant fait l'objet d'une évaluation positive est prioritaire par rapport à l'octroi de nouveaux soutiens ou d'augmentations ;
- 2° au sein du même ordre de priorité, la préférence est accordée, selon la pondération fixée par le Gouvernement :
 - a) aux projets visant à renforcer l'inclusivité et la cohésion sociale, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;
 - b) aux projets visant à renforcer le développement durable, notamment en intégrant les nouvelles technologies de façon pertinente ;
 - c) aux projets qui contribuent aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ;
 - d) aux domaines peu valorisés, en vue d'assurer un équilibre entre les différents domaines soutenus ;
 - e) aux territoires peu valorisés, en vue d'assurer un équilibre entre les différents territoires soutenus.

TITRE 4 — DE LA PROCÉDURE

CHAPITRE 1^{er} — des procédures de reconnaissance et d'inscription

Art. 18. Le Gouvernement arrête les procédures de reconnaissance et d'inscription dans le respect des principes suivants :

- 1° les procédures de reconnaissance et d'inscription peuvent être entamées :
 - a) par un ou des représentants de la communauté patrimoniale concernée, répondant aux exigences de représentativité arrêtées par le Gouvernement ;
 - b) par un atelier d'échanges et de réseautage du patrimoine culturel immatériel ;
 - c) par ou un ou plusieurs membres de la Commission ;
 - d) par le Gouvernement ou les services qu'il désigne à cet effet ;
- 2° la communauté patrimoniale concernée doit consentir et participer à toute procédure de reconnaissance ou d'inscription, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement ;
- 3° la Commission remet un avis sur toute demande recevable de reconnaissance ou d'inscription ;
- 4° la décision motivée se prononçant sur la demande est notifiée à la communauté patrimoniale concernée accompagnée de l'avis de la Commission ou l'extrait pertinent de l'avis et mentionne les possibilités de recours.

CHAPITRE 2 — des procédures de retrait et de radiation

Art. 19. Le Gouvernement arrête les procédures de retrait et de radiation dans le respect des principes suivants :

- 1° la communauté patrimoniale concernée est tenue de signaler tout changement susceptible d'affecter la reconnaissance ou l'inscription, sans préjudice de la possibilité pour l'Administration de constater d'initiative un tel changement ;
- 2° l'Administration rédige un rapport portant sur le respect des conditions de reconnaissance ou d'inscription et sur l'opportunité de procéder au retrait ou à la radiation ; la communauté patrimoniale concernée a le droit de réagir par écrit à ce rapport ;
- 3° sur la base du rapport de l'Administration et des réactions de la communauté patrimoniale concernée, la Commission remet un avis portant sur le respect des conditions de reconnaissance ou d'inscription et sur l'opportunité de procéder au retrait ou à la radiation ; la communauté patrimoniale concernée a le droit de demander à être entendue par la Commission ;
- 4° une suspension provisoire de six mois doit être prononcée avant toute décision définitive de retrait ou de radiation ; la suspension prend effet à compter de la mise en place du comité d'accompagnement visé au 5° ;
- 5° un comité d'accompagnement est mis en place pendant la période de suspension afin de conseiller la communauté patrimoniale concernée et l'aider à remédier aux manquements constatés ; la communauté patrimoniale concernée peut également bénéficier du soutien des ateliers d'échanges et de réseautage du patrimoine culturel immatériel ;
- 6° au terme de la période de suspension, la Commission remet un nouvel avis sur base d'un rapport du comité d'accompagnement
- 7° la décision motivée se prononçant sur la procédure est notifiée à la communauté patrimoniale concernée accompagnée de l'avis de la Commission ou l'extrait pertinent de l'avis et mentionne les possibilités de recours.

CHAPITRE 3 — des procédures relatives aux subventions

Art. 20. Le Gouvernement arrête les procédures d'octroi, de liquidation et de justification des subventions.

La procédure d'octroi comprend :

- 1° l'introduction d'une demande de subvention, selon les modalités définies par le Gouvernement ;
- 2° un avis de la Commission des Patrimoines culturels sur les demandes recevables ;
- 3° la notification d'une décision motivée, à laquelle est joint l'avis de la Commission ou l'extrait de l'avis qui concerne la demande et qui mentionne les possibilités de recours.

TITRE 5 — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 21. Les éléments qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, sont reconnus comme Chef-d'œuvre en vertu de l'article 28 du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française sont temporairement assimilés à des éléments emblématiques au sens du présent décret.

L'assimilation prend automatiquement fin :

1° si la communauté patrimoniale concernée n'introduit pas de demande de reconnaissance dans l'année suivant l'entrée en vigueur du présent décret ;

2° si l'élément est reconnu au titre d'élément emblématique ou inscrit sur la liste de sauvegarde ;

3° si la communauté patrimoniale concernée ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la Charte endéans les cinq ans de l'entrée en vigueur du présent décret ;

4° si l'élément concerné ne remplit pas les autres conditions de reconnaissance endéans les trois ans de l'entrée en vigueur du présent décret.

Pendant la période transitoire, les communautés patrimoniales concernées peuvent bénéficier de l'accompagnement de l'administration et des laboratoires d'échanges et de réseautage du patrimoine culturel immatériel.

Si, à l'issue de la période de trois ans mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 4°, l'élément remplit les conditions mentionnées à l'article 7, il est automatiquement inscrit sur la liste de sauvegarde.

TITRE 6 — DISPOSITIONS FINALES

Art. 22. Le décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française est abrogé.

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} jour du sixième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*, sauf si le Gouvernement fixe une date antérieure d'entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 07 septembre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-
Bruxelles Enseignement.

F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles

F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation

C. DESIR

—————
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 570-1. - Rapport de commission, n° 570-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 570-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 7 septembre 2023.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45750]

7 SEPTEMBER 2023. — Decreet betreffende de vrijwaring van het immaterieel cultureel erfgoed

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL 1 — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° "Immaterieel cultureel erfgoed (ICH): de praktijken, voorstellingen, uitdrukkingen, kennis en vaardigheden – alsook de instrumenten, objecten, artefacten en culturele ruimtes die daarmee worden geassocieerd - die erfgoedgemeenschappen, groepen en, in voorkomend geval, individuen erkennen als deel van hun cultureel erfgoed. Dit erfgoed, overgedragen van generatie op generatie wordt altijd herschapen door gemeenschappen, groepen en individuen als antwoord op hun omgeving, hun interactie met de natuur en hun geschiedenis, en geeft hen een gevoel van identiteit en continuïteit, en bevordert dus het respect voor culturele diversiteit en menselijke creativiteit;

2° "Erfgoedgemeenschap": geheel van groepen en individuen die een waarde hechten aan een of meer specifieke elementen van het immaterieel cultureel erfgoed die ze willen bewaren en overdragen aan toekomstige generaties;

3° "Vrijwaring" of "vrijwaringsmaatregelen": alle acties die tot doel hebben de levensvatbaarheid van het immaterieel cultureel erfgoed te garanderen door identificatie, documentatie, onderzoek, behoud, vrijwaring, opwaardering, overdracht, bewustmaking, vooral via formeel of niet-formeel onderwijs, en het nieuw leven inblazen in de verschillende aspecten van dit erfgoed;

4° "Emblematisch element": elk element van het immaterieel cultureel erfgoed dat erkend wordt als representatief voor het immaterieel cultureel erfgoed van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 4;

5° "Vrijwaringslijst": de vrijwaringslijst van het immaterieel erfgoed bedoeld in artikel 7;

6° "UNESCO-verdrag": het Verdrag ter vrijwaring van het immaterieel cultureel erfgoed, aangenomen in Parijs op 17 oktober 2003;

7° "Administratie": de diensten van de regering die door haar belast zijn met de uitvoering van dit decreet;

8° "Commissie": de Commissie voor het Cultureel Erfgoed bedoeld in de artikelen 82 tot 84 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe culturele bestuur;

9° "Doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject": de doelstellingen bedoeld in artikel 1.4.5-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, evenals de strategieën, doelstellingen, het programma en het tijdschema omschreven in het actieplan bedoeld in artikel 1.4.5-13 van hetzelfde Wetboek;

10° "Etnologie: de wetenschappelijke en systematische studie van samenlevingen in al hun linguïstische, gewoonte-, politieke, religieuze en economische verschijningsvormen, evenals in hun specifieke geschiedenis.

Art. 2. De vrijwaringsmaatregelen van het immaterieel cultureel erfgoed die door of krachtens dit decreet worden genomen, moeten voldoen aan de volgende beginselen:

1° de erfgoedgemeenschappen, en de groepen en individuen die daar deel van uitmaken, moeten de hoofdrol spelen in het beschermen van hun immaterieel cultureel erfgoed;

2° de erfgoedgemeenschappen, en groepen en individuen binnen deze gemeenschappen, hebben het recht om de praktijken, representaties, uitdrukkingen, kennis en vaardigheden te behouden die nodig zijn om de levensvatbaarheid van hun immaterieel cultureel erfgoed te waarborgen;

3° wederzijds respect en waardering voor immaterieel cultureel erfgoed moeten de boventoon voeren in interacties tussen erfgoedgemeenschappen, tussen groepen en, indien van toepassing, tussen individuen;

4° alle interacties met en tussen erfgoedgemeenschappen, groepen en individuen die immaterieel cultureel erfgoed creëren, beschermen en overdragen, moeten worden gekenmerkt door transparante samenwerking, dialoog, onderhandeling en overleg, en zijn onderworpen aan hun vrije, voorafgaande, duurzame en geïnformeerde toestemming;

5° de toegang van erfgoedgemeenschappen, en van groepen en individuen die daartoe behoren, tot instrumenten, voorwerpen, artefacten, culturele en natuurlijke ruimten en geheugenplaatsen waarvan het bestaan noodzakelijk is voor de uitdrukking van hun immaterieel cultureel erfgoed, kan alleen worden opgeschort om redenen van bestuurlijke politie waarin uitdrukkelijk is voorzien bij wet, decreet of ordonnantie;

6° Het is aan elke erfgoedgemeenschap en aan de groepen en individuen die deel uitmaken van die gemeenschap om de waarde van haar immaterieel cultureel erfgoed te bepalen;

7° de erfgoedgemeenschappen die het immaterieel cultureel erfgoed creëren, beschermen en doorgeven, alsook de groepen en individuen die er deel van uitmaken, moeten de voornaamste begunstigden zijn van het gebruik, de studie, de documentatie, de promotie of de aanpassing ervan. Maatregelen om het immaterieel cultureel erfgoed te beschermen moeten de morele en materiële belangen van de dragers van dat erfgoed respecteren;

8° het dynamische en levende karakter van immaterieel cultureel erfgoed moet te allen tijde worden gerespecteerd. Authenticiteit en exclusiviteit mogen geen bezwaren of belemmeringen vormen voor het behoud van immaterieel cultureel erfgoed en de evolutie ervan in relatie tot de waarden van de hedendaagse samenleving, inzonderheid die vermeld in de punten 11 en 12;

9° erfgoedgemeenschappen, evenals de groepen en individuen die er deel van uitmaken, moeten de impact beoordelen, direct en indirect, op korte en lange termijn, potentieel en definitief, van elke actie die de levensvatbaarheid van het immaterieel cultureel erfgoed of de erfgoedgemeenschappen die het beoefenen, kan beïnvloeden;

10° erfgoedgemeenschappen en de groepen en individuen die er deel van uitmaken, moeten een belangrijke rol spelen in het voorkomen van risico's op decontextualisering, merchandising en misrepresentatie van hun immaterieel cultureel erfgoed en in het identificeren van manieren om deze risico's te voorkomen en te beperken;

11° de culturele diversiteit en identiteit van erfgoedgemeenschappen, evenals die van de groepen en individuen die er deel van uitmaken, moeten volledig worden gerespecteerd; met respect voor de waarden die door erfgoedgemeenschappen, -groepen en -individuen worden erkend en met gevoeligheid voor culturele normen, moet bij het ontwerp en de uitvoering van vrijwaringsmaatregelen specifieke aandacht worden besteed aan gendergelijkheid, de deelname van jongeren en respect voor identiteiten;

12° geen van de bovengenoemde beginselen mag worden geïnterpreteerd als een beperking van of afbreuk doend aan de fundamentele rechten en vrijheden van individuen, zoals vastgelegd in de Grondwet, het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en het Europees Verdrag tot vrijwaring van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Op basis van de bovenvermelde principes zal de Regering een handvest opstellen dat erfgoedgemeenschappen, groepen, rechtspersonen en individuen die onder het toepassingsgebied van dit decreet vallen, moeten naleven.

TITEL 2 — ELEMENTEN VAN HET IMMATERIEEL CULTUREEL ERFGOED VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK 1 — *Erkenning als emblematisch element*

Art. 3. Met het oog op het behoud ervan erkent de Regering de elementen van het immaterieel cultureel erfgoed die representatief zijn voor het immaterieel cultureel erfgoed van de Franse Gemeenschap.

Aleen als emblematisch erkende objecten kunnen door de regering aan UNESCO worden voorgedragen voor opname op een van de lijsten van immaterieel cultureel erfgoed.

Art. 4. Om als emblematisch element te worden erkend, moet het element aan alle volgende voorwaarden voldoen:

1° binnen een of meer van de volgende culturele gebieden vallen:

a) mondelinge tradities en uitdrukkingen, met inbegrip van taal als middel voor immaterieel cultureel erfgoed;

b) podiumkunsten en vertolking;

c) sociale praktijken, rituelen en feestelijke evenementen, met inbegrip van culinaire praktijken, traditionele spellen en sporten;

d) kennis en praktijken met betrekking tot de natuur en het universum;

- e) ambachtelijke vaardigheden;
- 2° gebaseerd zijn op tradities die meerdere generaties teruggaan;
- 3° nog in leven zijn en uitgedrukt worden door een erfgoedgemeenschap, een groep of, indien van toepassing, individuen die het erkennen als een uitdrukking van hun culturele identiteit;
- 4° worden uitgeoefend in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 5° de fundamentele rechten en vrijheden van het individu, zoals neergelegd in de Grondwet, het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en het Europees Verdrag tot vrijwaring van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, eerbiedigen en zich houden aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn in de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de beginselen vermeld in artikel 2;
- 6° onderworpen zijn aan vrijwaringsmaatregelen door de erfgoedgemeenschap waaruit het afkomstig is.

Art. 5. In de erkenningsbeslissing wordt vermeld:

- 1° het desbetreffende element van immaterieel cultureel erfgoed;
- 2° het (de) culturele veld(en) waartoe het behoort;
- 3° het gebied of de gebieden waar het wordt beoefend;
- 4° de erfgoedgemeenschap waaruit het voortkomt.

In geval van thematische, geografische of samenstellingsveranderingen in de patrimoniale gemeenschap kan de inhoud van de erkenningsbeslissing worden gewijzigd volgens dezelfde procedure als voor een nieuwe erkenning.

Art. 6. Wanneer een erkend element niet langer voldoet aan de voorwaarden die zijn erkenning rechtvaardigden of wanneer de betrokken erfgoedgemeenschap daarom verzoekt, trekt de Regering de erkenning in.

Zij kan het betrokken voorwerp op de vrijwaringslijst plaatsen als het aan de voorwaarden van artikel 7 voldoet.

HOOFDSTUK 2 — *Inschrijving op de lijst van immaterieel cultureel erfgoed*

Art. 7. De Regering kan elementen van het immaterieel cultureel erfgoed van de Franse Gemeenschap die voldoen aan alle voorwaarden vermeld in artikel 4, 1° tot 5°, en die bedreigd worden door het ontbreken van voldoende vrijwaringsmaatregelen, op de lijst van immaterieel cultureel erfgoed plaatsen.

Art. 8. De erfgoedgemeenschappen waaruit de geklasseerde elementen afkomstig zijn, zullen worden begeleid door de autoriteiten en door de uitwisselings- en netwerkworkshops voor immaterieel cultureel erfgoed, om hen te helpen:

- 1° om de moeilijkheden te verhelpen die hun opname op de vrijwaringslijst rechtvaardigden;
- 2° indien nodig, erkenning als emblematisch kenmerk aan te vragen.

Art. 9. Indien een opgenomen voorwerp niet langer voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 4, 1° tot 5°, of indien de gemeenschap waaruit het afkomstig is de begeleiding, vermeld in artikel 8, weigert, schrijft de Regering het uit.

HOOFDSTUK 3 — *Belendmaking van elementen van het immaterieel cultureel erfgoed van de Franse Gemeenschap*

Art. 10. § 1. De Regering stelt een lijst op en houdt deze lijst bij van:

- 1° als emblematisch erkende elementen;
- 2° elementen op de vrijwaringslijst.

Beide lijsten worden regelmatig bijgewerkt, minstens één keer per jaar.

§ 2 De lijsten bedoeld in paragraaf 1 zijn bedoeld om de Regering en haar diensten:

- 1° om de opdrachten uit te voeren die haar door dit decreet worden toevertrouwd;
- 2° om UNESCO te voorzien van betrouwbare informatie over de staat van het immaterieel cultureel erfgoed in de Franse Gemeenschap.

§ 3 De Regering stelt de volgende elementen van de in paragraaf 1 bedoelde lijsten ter beschikking van het publiek en maakt ze op haar website:

- 1° het opschrift van het element;
- 2° het gebied of de gebieden waar het wordt beoefend;
- 3° de erfgoedgemeenschap waaruit het voortkomt;
- 4° de datum van erkenning of registratie;
- 5° het (de) culturele veld(en) waartoe het behoort;
- 6° een beschrijving ervan en, indien van toepassing, de waarborgen die erop van toepassing zijn;
- 7° indien van toepassing, het feit dat het door UNESCO is opgenomen op een van de lijsten van immaterieel cultureel erfgoed en de datum van deze opname.

Bekendmaking van de in lid 1 bedoelde informatie is bedoeld om:

- 1° bij te dragen tot het recht op culturele ontplooiing, door het publiek te informeren over het bestaan van erkende of beschermde elementen van het immaterieel cultureel erfgoed;
- 2° erfgoedgemeenschappen informeren over de vrijwaringsmaatregelen die van toepassing zijn op erkende of beschermde elementen, en zo een reservoir van goede praktijken creëren voor iedereen die betrokken is bij immaterieel cultureel erfgoed;
- 3° het bewustzijn van het belang van immaterieel cultureel erfgoed te vergroten en zo het respect voor de vrijwaringsmaatregelen van de betrokken erfgoedgemeenschappen, -groepen en -individuen te ondersteunen.

TITEL 3 — SUBSIDIES

HOOFDSTUK 1 — *Subsidiëring van immaterieel cultureel erfgoed en etnologie*

Art. 11. § 1. De Regering kan, onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die ze bepaalt, eenmalige subsidies toekennen met het oog op het behoud van een emblematisch element van het immaterieel cultureel erfgoed van de Franse Gemeenschap.

De in lid 1 bedoelde subsidies kunnen worden toegekend aan projecten die gericht zijn op:

1° de overdracht van kennis aan volgende generaties aan te moedigen door middel van formeel en niet-formeel onderwijs;

2° bewustmakings-, promotie- en revitaliseringsmaatregelen ontwikkelen;

3° enquêtes, opnames op fysieke media en publicaties uit te voeren;

4° apparatuur (voorwerpen, instrumenten of artefacten) die essentieel is voor het beoefenen van het element aan te schaffen, te conserveren of te restaureren.

De bijdrage van de Franse Gemeenschap is beperkt tot 60% van de projectkosten.

§ 2 Om een aanvraag in te dienen voor de subsidies waarnaar wordt verwezen in paragraaf 1, moeten aanvragers voldoen aan alle volgende voorwaarden:

1° een rechtspersoon zijn in de vorm van een vereniging of stichting;

2° gevestigd zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, en hun activiteiten in het Frans uitvoeren;

3° zich houden aan het door de regering overeenkomstig artikel 2 opgestelde handvest;

4° blijk geven van bijzondere ervaring of deskundigheid op het gebied van immaterieel cultureel erfgoed;

5° banden aantonen met een of meer erfgoedgemeenschappen.

Art. 12. § 1. De Regering kan, onder de voorwaarden en op de wijze die zij bepaalt, eenmalige subsidies verlenen ter ondersteuning van enquête-, onderzoeks- en publicatieprojecten van welke aard ook op het gebied van de etnologie.

De bijdrage van de Franse Gemeenschap is beperkt tot 60% van de projectkosten.

§ 2 Om de in lid 1 bedoelde subsidies te kunnen aanvragen, moet de aanvrager aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° een rechtspersoon zijn in de vorm van een vereniging of stichting;

2° gevestigd zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, en zijn activiteiten in het Frans uitvoeren;

3° zich houden aan het door de regering overeenkomstig artikel 2 opgestelde handvest;

4° blijk geven van bijzondere ervaring of deskundigheid op het gebied van immaterieel cultureel erfgoed.

Art. 13. § 1. De in de artikelen 11 en 12 bedoelde subsidies kunnen slechts worden aangevraagd op de door de Regering vastgestelde data.

De geschiktheid van de toekenning van de subsidie en de bepaling van het bedrag worden beoordeeld op basis van de volgende criteria:

1° de kwaliteit van het ingediende dossier;

2° de financieringsbehoeften van de aanvrager en de samenhang van de ingediende begroting;

3° de impact van de voorgestelde activiteiten op het erfgoed en de bevolkingen.

§ 2 Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om te voldoen aan alle verzoeken die een positieve beoordeling hebben gekregen overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, wordt de voorkeur gegeven aan de hand van de weging die door de regering is vastgesteld:

1° projecten als bedoeld in artikel 11;

2° projecten gericht op het versterken van inclusiviteit en sociale cohesie, met respect voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit;

3° projecten die gericht zijn op het versterken van duurzame ontwikkeling, inzonderheid door nieuwe technologieën op een relevante manier te integreren;

4° projecten die bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject;

5° naar gebieden die ondergewaardeerd zijn, met het oog op een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden;

6° naar ondergewaardeerde gebieden, met het oog op een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden.

HOOFDSTUK 2 — *Subsidiëring van workshops voor de uitwisseling en netwerking van immaterieel cultureel erfgoed*

Art. 14. De Regering kan eenmalige of structurele subsidies toekennen aan culturele operatoren die, in nauwe samenwerking met een of meer erfgoedgemeenschappen, workshops organiseren voor de uitwisseling en de netwerking van immaterieel cultureel erfgoed, onder de voorwaarden en op de wijze die zij bepaalt.

De in lid 1 bedoelde subsidies kunnen worden toegekend aan projecten die gericht zijn op:

1° één of meerdere erfgoedgemeenschappen helpen om de erfgoedaspecten van hun praktijk te identificeren, om de risico's te identificeren die verbonden zijn aan de levensvatbaarheid van hun praktijk, om een vrijwaringsplan op te stellen, om hun praktijk te promoten, inzonderheid bij schoolkinderen, en om erkenning te krijgen voor hun praktijk en de erkenning ervan op te volgen;

2° het opstellen van een inventaris en het documenteren van erfgoedpraktijken in de Franstalige Gemeenschap, inzonderheid door het opzetten en activeren van netwerken tussen erfgoedgemeenschappen;

3° het opzetten van ruimtes en tijden voor uitwisselingen tussen beoefenaars van verschillende erfgoedpraktijken om kwesties aan te pakken rond behoud, overdracht en verbetering van praktijken, met inbegrip van de opleidingsaanpak.

Art. 15. § 1. De subsidies bedoeld in artikel 14 kunnen de vorm innemen van:

- 1° eenmalige subsidies van maximaal €20.000 per project;
- 2° structurele subsidies tot €60.000 per jaar, elke vier jaar hernieuwbaar.

De bedragen en plafonds van de structurele subsidies worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd op basis van de schommelingen van de gezondheidsindex.

§ 2 Eenmalige subsidies dekken een of meer van de opdrachten genoemd in artikel 14, lid 2.

Structurele subsidies dekken al deze opdrachten.

Art. 16. Om in aanmerking te komen voor de subsidies bedoeld in artikel 14 moet de aanvragende culturele operator voldoen aan de volgende voorwaarden:

- 1° structurele steun genieten in het kader van het cultuurbeleid door middel van goedkeuring, erkenning of een meerjarige subsidieovereenkomst;
- 2° zich houden aan het door de regering overeengekomen artikel 2 opgestelde handvest;
- 3° blijk geven van bijzondere ervaring of deskundigheid op het gebied van immaterieel cultureel erfgoed;
- 4° banden aantonen met een of meer erfgoedgemeenschappen.

Art. 17. § 1. De eenmalige subsidies bedoeld in artikel 14 kunnen slechts worden aangevraagd op de door de Regering vastgestelde data.

De geschiktheid van de toekenning van de subsidie en de bepaling van het bedrag worden beoordeeld op basis van de volgende criteria:

- 1° de kwaliteit van de aanvraag;
- 2° de financieringsbehoeften van de aanvrager en de coherentie van de ingediende begroting;
- 3° de impact van de voorgestelde activiteiten op het erfgoed en de bevolkingen.

Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om aan alle aanvragen met een positieve beoordeling op grond van lid 2 te voldoen, worden de in artikel 14 bedoelde eenmalige subsidies toegekend volgens de volgende prioriteitscriteria:

1° wordt, in aflopende volgorde, de voorkeur gegeven aan:

- a) ten eerste projecten die erfgoedgemeenschappen in staat stellen om de doelstellingen van het Handvest volledig te verwezenlijken;
- b) vervolgens projecten die gericht zijn op het behoud van elementen waarvan de levensvatbaarheid wordt bedreigd;
- c) en vervolgens netwerken tussen mensen uit de praktijk;
- d) en andere soorten projecten;

2° Binnen dezelfde prioriteitsvolgorde wordt de voorkeur gegeven aan de hand van de weging die door de regering is vastgesteld:

- a) projecten gericht op het versterken van inclusiviteit en sociale cohesie, met respect voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit;
- b) projecten die gericht zijn op het versterken van duurzame ontwikkeling, inzonderheid door nieuwe technologieën op een relevante manier te integreren;
- c) projecten die bijdragen aan de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijstraject;
- d) gebieden die ondergewaardeerd zijn, met het oog op een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden;
- e) naar ondergewaardeerde gebieden, met het oog op een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden.

§ 2 De structurele subsidies bedoeld in artikel 14 kunnen slechts eenmaal per jaar worden aangevraagd, op de door de Regering vastgestelde datum.

Culturele operatoren die reeds een structurele subsidie als bedoeld in artikel 14 ontvangen, kunnen pas na afloop van de lopende subsidieperiode een nieuwe structurele subsidie op grond van dat artikel of een verhoging van hun subsidie aanvragen.

De geschiktheid van de toekenning van de subsidie en de bepaling van het bedrag worden beoordeeld op basis van de volgende criteria:

- 1° de kwaliteit van de aanvraag;
- 2° de financieringsbehoeften van de aanvrager en de coherentie van de ingediende begroting;
- 3° de impact van de voorgestelde activiteiten op het erfgoed en de bevolkingen.

Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om aan alle aanvragen te voldoen die overeenkomstig lid 3 positief zijn beoordeeld, worden de in artikel 14 bedoelde structurele subsidies toegekend volgens de volgende prioriteitscriteria:

- 1° de verlenging van bestaande steun voor operatoren die positief zijn beoordeeld, krijgt voorrang boven de toekenning van nieuwe steun of verhogingen;
- 2° Binnen dezelfde prioriteitsvolgorde wordt de voorkeur gegeven aan de hand van de weging die door de regering is vastgesteld:
 - a) projecten gericht op het versterken van inclusiviteit en sociale cohesie, met respect voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit;

- b) projecten die gericht zijn op het versterken van duurzame ontwikkeling, inzonderheid door nieuwe technologieën op een relevante manier te integreren;
- c) projecten die bijdragen tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het culturele en artistieke onderwijs traject;
- d) naar gebieden die ondergewaardeerd zijn, met het oog op een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden;
- e) naar ondergewaardeerde gebieden, met het oog op een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden.

TITEL 4 — PROCEDURE

HOOFDSTUK 1 — *Erkennings- en registratieprocedures*

Art. 18. De Regering bepaalt de procedures voor erkenning en registratie overeenkomstig de volgende beginselen:

1° erkennings- en registratieprocedures kunnen worden gestart:

- a) door één of meer vertegenwoordigers van de betrokken erfgoedgemeenschap, die voldoen aan de representativiteitsvereisten die door de Regering zijn vastgelegd;
- b) door middel van een workshop over de uitwisseling en het netwerken van immaterieel cultureel erfgoed;
- c) door of een of meer leden van de Commissie;
- d) door de regering of de diensten die zij daartoe aanwijst;

2° de betrokken erfgoedgemeenschap moet instemmen met en deelnemen aan elke erkennings- of registratieprocedure, in overeenstemming met de door de overheid vastgelegde procedures;

3° de Commissie brengt advies uit over alle ontvankelijke aanvragen voor erkenning of registratie;

4° de met redenen omklede beslissing over het verzoek wordt aan de betrokken erfgoedgemeenschap meegedeeld, samen met het advies van de Commissie of het relevante uittreksel uit het advies, en vermeldt de mogelijkheden om in beroep te gaan.

HOOFDSTUK 2 — *Procedures voor intrekking en uitschrijving*

Art. 19. De Regering bepaalt de wijze van intrekking en uitschrijving volgens de volgende beginselen:

1° de betrokken erfgoedgemeenschap is verplicht elke verandering te melden die van invloed kan zijn op de erkenning of registratie, onverminderd de mogelijkheid voor de Administratie om op eigen initiatief nota te nemen van een dergelijke verandering;

2° de autoriteiten stellen een verslag op over de naleving van de voorwaarden voor erkenning of registratie en over de wenselijkheid om over te gaan tot intrekking of uitschrijving; de betrokken gemeenschap van activa heeft het recht om schriftelijk op dit verslag te reageren;

3° op basis van het verslag van de administratie en de reacties van de betrokken erfgoedgemeenschap brengt de Commissie advies uit over de vraag of aan de voorwaarden voor erkenning of registratie is voldaan en of intrekking of uitschrijving aangewezen is; de betrokken erfgoedgemeenschap heeft het recht te vragen door de Commissie te worden gehoord;

4° een voorlopige schorsing van zes maanden moet worden uitgesproken vóór elke definitieve beslissing tot intrekking of uitschrijving; de schorsing wordt van kracht vanaf de oprichting van het begeleidingscomité bedoeld in 5°;

5° Tijdens de schorsingsperiode zal een begeleidingscomité worden opgericht om de betrokken erfgoedgemeenschap te adviseren en te helpen bij het verhelpen van geconstateerde tekortkomingen; de betrokken erfgoedgemeenschap kan ook profiteren van de steun van de uitwisselings- en netwerkworkshops voor immaterieel cultureel erfgoed;

6° aan het einde van de schorsingsperiode brengt de Commissie een nieuw advies uit op basis van een verslag van het begeleidingscomité;

7° de met redenen omklede beslissing over de procedure wordt ter kennis gebracht van de betrokken erfgoedgemeenschap, samen met het advies van de Commissie of het relevante uittreksel uit het advies, en vermeldt de mogelijkheden om in beroep te gaan.

HOOFDSTUK 3 — *Subsidieprocedures*

Art. 20. De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, de uitbetaling en de verantwoording van de subsidies.

De toekenningsprocedure omvat:

- 1° het indienen van een subsidieaanvraag volgens de door de overheid vastgestelde procedures;
- 2° een advies van de Commissie Cultureel Erfgoed over ontvankelijke aanvragen;
- 3° kennisgeving van een met redenen omklede beslissing, samen met het advies van de Commissie of een uittreksel uit het advies met betrekking tot de aanvraag en met vermelding van de beroepsmogelijkheden.

TITEL 5 — OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 21. Voorwerpen die op de dag van de inwerkingtreding van dit decreet erkend zijn als Meesterwerken krachtens artikel 28 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende cultuurgooederen en het immateriële erfgoed van de Franse Gemeenschap worden tijdelijk gelijkgesteld met emblematische voorwerpen in de zin van dit decreet.

Assimilatie eindigt automatisch:

- 1° indien de betrokken erfgoedgemeenschap niet binnen een jaar na de inwerkingtreding van dit decreet een aanvraag tot erkenning indient;
- 2° als het kenmerk erkend is als emblematisch kenmerk of opgenomen is in de lijst van beschermde gebieden;
- 3° indien de betrokken erfgoedgemeenschap niet binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van dit decreet voldoet aan alle bepalingen van het Handvest;

4° indien het betrokken artikel niet binnen drie jaar na de inwerkingtreding van dit decreet aan de andere voorwaarden voor erkenning voldoet.

Tijdens de overgangperiode kunnen de betrokken erfgoedgemeenschappen de steun genieten van de administratie en de uitwisselings- en netwerklaboratoria voor immaterieel cultureel erfgoed.

Als het goed op het einde van de in het eerste lid, 4°, bedoelde periode van drie jaar voldoet aan de in artikel 7 bedoelde voorwaarden, wordt het automatisch op de vrijwaringslijst geplaatst.

TITEL 6 — SLOTBEPALINGEN

Art. 22. Het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende cultuurgoederen en het immateriële erfgoed van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de zesde maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, tenzij de Regering een vroegere datum van inwerkingtreding vaststelt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

Brussel, 7 september 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op "Wallonie-
Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de
Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. - Ontwerpdecreet, nr. 570-1. - Commissieverslag, nr. 570-2 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 570-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 7 september 2023.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46143]

21 SEPTEMBRE 2023. — Décret modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE premier — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. À l'article 1^{er} du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5° est remplacé par ce qui suit :

" 5° la filière : la subdivision administrative d'un cours artistique de base, qui le structure en étapes d'enseignement. » ;

b) le 6° est remplacé par ce qui suit :

" 6° la compétence : l'aptitude à mettre en œuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être permettant d'accomplir un certain nombre de tâches; ».

Art. 2. Dans le même décret, le second article 2bis, tel qu'inséré par le décret du 7 juillet 2022 modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, est renuméroté article 2ter.

Art. 3. À l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le § 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. Dans chaque domaine visé au § 1^{er}, peuvent être organisés :

- des cours artistiques de base ;
- des cours artistiques complémentaires ;
- des accompagnements de cours ;
- de la médiation.

Dans les cours artistiques de base, quatre filières peuvent être organisées :

- a) une filière préparatoire qui comprend les cours d'initiation aux pratiques artistiques ;
- b) une filière de formation qui, hors filière préparatoire, comprend les premières années des cours ;